

tains de ses centres de travail au secteur privé», pouvait-on lire dans *La Presse* du 13 mars dernier.

Est-ce ainsi, madame la Présidente, que le Canada compte être concurrentiel sur le marché mondial? N'est-ce pas plutôt le temps d'investir? Investir dans notre ressource la plus riche, et souvent la plus négligée, soit notre population. Il est grand temps que le Canada réalise l'importance de la science, du génie, de l'enseignement supérieur, et qu'il repense sérieusement à bon nombre de ses objectifs en matière d'éducation. S'il veut pouvoir fournir aux entreprises scientifiques et techniques les ressources dont elles auront besoin pour être concurrentielles au XXI^e siècle, c'est aujourd'hui qu'il faut agir.

Il faut que le gouvernement fasse comprendre à nos jeunes l'importance des emplois spécialisés qui exigent une formation spécialisée: scientifique et technique. C'est son devoir d'appuyer les collègues communautaires afin de former tôt, au lieu de récupérer plus tard, par le biais du perfectionnement professionnel lorsque l'on est en chômage. Peut-être faudrait-il que le gouvernement aille jusqu'à lancer une campagne publicitaire, à travers le Canada, afin de rééquilibrer la perception qu'ont les gens de ce qu'est un col bleu.

Si le gouvernement a pu renverser, par le marketing, l'acceptation de la cigarette et du tabac, il peut sûrement «vendre» l'enseignement technique et professionnel! Si on ne forme pas une main d'oeuvre compétente dès aujourd'hui, et déjà il y a une pénurie dans certains secteurs, on n'aura qu'à se mordre les pouces si on ne peut pas être à la hauteur.

Le gouvernement ne pourra que dire *mea culpa, mea culpa, mea maxima culpa*. Il n'y aura personne d'autre à blâmer. Déjà, le pourcentage du budget fédéral prévu pour l'éducation est passé de 7.3, en 1985, à 6.7, en 1988-1989. Est-ce ainsi que le gouvernement prépare l'avenir?

[Traduction]

Il y a bien des années, le premier ministre affirmait à la nation qu'il croyait que la recherche et le développement étaient essentiels à la réussite d'un pays. Je le cite: «Le point de départ, pour moi, est de nature technologique. Si nous ne devenons pas des joueurs importants dans cette ligue majeure, nous allons devenir un peuple qui jouera dans le circuit junior B toute sa vie durant. [...] la recherche et le développement qui, avec les innovations qui en découlent, sont le pivot de notre réussite économique et nationale.»

Les crédits

C'est beau, n'est-ce pas? J'ai dit que le premier ministre avait fait cette déclaration il y a bien des années, pour être plus précis, c'était en 1983. Qu'est-il arrivé depuis?

Je crois que nous devrions examiner attentivement les engagements du gouvernement depuis 1984. Prenons, par exemple, le Conseil national de recherches. En 1984, environ 60 millions de dollars ont été amputés de son budget. Je vous donne une liste de quelques-uns des principaux projets et des principales divisions qui ont été éliminés: la division de l'énergie, le secrétariat de l'environnement, l'Institut des techniques de fabrication, l'Institut d'électro-chimie, l'Institut de recherche sur les régions froides. En février 1985, 80 avis de mise en disponibilité avaient été remis à des employés par suite de ces compressions.

En 1986, encore 29 millions de dollars ont été amputés du budget du CNRC. Les projets et divisions qui suivent ont été éliminés: photochimie et cinétique, les programmes d'électromagnétisme et de génie mécanique, les programmes sur la toxicologie du milieu, l'aéronautique, la construction et la physique.

Il a alors été annoncé que plus de 200 emplois seraient éliminés. En février 1990, le président du CNRC, Pierre Perron, déclarait au *Citizen* que les programmes et projets suivants seraient abandonnés: la recherche en physique des hautes énergies prendrait fin avant 1995; le laboratoire de recherche des prairies; le groupe de recherche sur les avalanches en C.-B.; l'observatoire radio astronomique du parc Algonquin doit être cédé en location; peut-être temporairement, la soufflerie à basse vitesse de la base militaire d'Uplands; et l'Institut Herzberg d'astrophysique a été déménagé à Victoria.

[Français]

Monsieur le Président, comment peut-on s'attendre à un haut niveau de performance avec un appui pareil? Il est temps de se réveiller avant qu'il ne soit trop tard. Nous avons dépensé 1.23 p. 100 de notre Produit intérieur brut au chapitre de la recherche et du développement. C'est la moitié de ce que dépense le Japon et la moitié de ce que des pays comme la Suède dépensent. Nous avons vraiment toute une performance! À ce rythme-là, les chances du Canada de se maintenir dans la course me semblent plutôt illusoire.

Le bilan du Canada est présentement assez triste. Il y a deux fois moins d'investissement en recherche que chez nos principaux concurrents. Il y a deux fois moins de scientifiques et d'ingénieurs que la moyenne des pays industrialisés. Peu de dirigeants d'entreprises canadiennes savent ce que la science et la technologie pourraient faire pour leur entreprise.

L'enseignement des sciences dans nos écoles est médiocre, d'où la piètre performance du Canada dans les